

**Union européenne - Politique
agricole commune - Tribune de M.
Stéphane Le Foll, ministre de
l'agriculture, de l'agroalimentaire et
de la forêt, dans le quotidien
«Libération»
(Paris, 06 mars 2017)**

Pour une PAC plus protectrice et plus lisible

La France ne doit surtout pas mettre fin à la Politique agricole commune car elle se couperait de l'Europe et renoncerait aux avantages nombreux et essentiels d'une politique qui ne cesse d'évoluer. À la veille de choix politiques cruciaux pour notre pays, à l'heure du Brexit et d'un euroscepticisme grandissant, la France doit être consciente des bénéfices de la Politique agricole commune (PAC) pour son agriculture. Certains proposent une solution radicale : mettre fin à la PAC et nous couper de l'Europe.

Ils oublient au passage les 9,1 milliards d'euros dont la France bénéficie chaque année, mais aussi les apports du marché européen pour notre agriculture. Forte de la qualité de ses productions et de ses savoir-faire, la France est un grand pays exportateur de produits agricoles et agroalimentaires. 60% de ses exportations sont à destination de l'Union européenne et concernent des productions issues de tous types d'agricultures. Un repli protectionniste aurait des conséquences désastreuses pour les milliers d'entreprises et exploitations agricoles qui exportent vers les autres pays de l'Union européenne.

Nous sommes à l'heure des choix. Mon ambition pour l'agriculture est résolument européenne. Edgard Pisani concevait cette politique comme le ciment des peuples, devant permettre, en particulier, de fournir une alimentation saine, de qualité et en quantité suffisante aux citoyens. Je me retrouve aujourd'hui encore pleinement dans ces propos, et les ministres européens de l'Agriculture que j'ai réunis à Chambord en septembre ont eux aussi rappelé leur attachement à une politique agricole commune au coeur du projet européen, au service des citoyens et des agriculteurs.

Il faut poursuivre dans la voie des réformes engagées en 2013. La future PAC doit évoluer vers plus d'équité. Ce chantier, nous l'avons entamé en 2013, en majorant les aides aux 52 premiers hectares pour favoriser les plus petites exploitations, souvent tournées vers l'élevage. C'est aussi une façon de permettre à ces exploitations qui sont les plus créatrices d'emplois de rester compétitives. L'idée communément répandue que 20% des exploitations toucheraient 80% des aides est maintenant dépassée. En France, en 2015, les 20% des exploitations qui touchaient le plus d'aides ont perçu 52% des aides. Cette future PAC doit aussi compenser les handicaps naturels en apportant des soutiens aux exploitations situées dans les zones les moins productives telles que les régions de montagne. C'est aussi en conservant des aides ciblées sur certaines productions que l'on pourra conserver une agriculture diversifiée et ancrée sur les

territoires.

Je défends pour l'avenir un budget européen ambitieux au bénéfice d'une politique qui doit faire face à une multiplicité inédite d'enjeux et de risques : économique, alimentaire, environnemental, climatique, sanitaire, territorial. Je défends une politique qui contribue à la croissance et l'emploi et qui sache rendre plus réactifs les outils de gestion des marchés agricoles dont l'utilité nous a été rappelée à de multiples reprises ces dernières années. Accepter la mondialisation ne doit pas nous amener à abandonner toute régulation. Je défends aussi une politique qui permette aux exploitations d'être mieux armées pour faire face aux difficultés et qui réponde aux attentes légitimes de la société. Je défends enfin une politique tournée vers l'investissement et l'innovation, pour que notre agriculture soit porteuse de solutions pour lutter contre le changement climatique et contribuer à la réduction de notre dépendance aux énergies fossiles.

La transition agro-écologique, qui concilie performance économique et environnementale, et que j'ai portée durant ce quinquennat, est une voie incontournable pour assurer l'avenir de nos systèmes agricoles. Je la porte maintenant au niveau européen dans les discussions qui s'engagent sur l'avenir de la PAC. Elle nécessitera de nouvelles mesures européennes plus conformes avec les principes de l'agro-écologie, qui permettront de simplifier la mise en oeuvre de la PAC en fixant des obligations de résultats plutôt que de moyens. Les propositions concrètes que j'ai faites dès 2016 ont d'ores et déjà permis d'engager les discussions et de réaffirmer le rôle majeur que la France entend jouer dans cette nouvelle réforme. La France a toujours été au coeur de la construction européenne et elle doit le rester ; la PAC, aux côtés de la politique européenne de cohésion, est et doit rester un moteur d'intégration européenne./.